

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 27/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



HUCKERT

HECKLEACKER
ZERC1
68600 Biesheim

Références : 0006700220_2023_02_21_HUCKERT_VIIC PPC 2023
Code AIOT : 0006700220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans la carrière HUCKERT située HECKLEACKER ZERC1 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUCKERT
- HECKLEACKER ZERC1 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une gravière en eau. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 4 septembre 2015. L'autorisation est délivrée jusqu'au 31 janvier 2042. La vitesse d'extraction autorisée est en moyenne de 150 000 t/an. L'autorisation inclut une installation de transit de matériaux de 42 000 m2. Enfin, le site comporte également une installation de traitement de matériaux relevant du régime de la déclaration. Cette installation a été déclarée en 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le phasage d'exploitation
- le plan d'exploitation
- l'avancement de la remise en état coordonnée

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mesures ERC et échéances	Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, article 1.11.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, article 1.3.1	/	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, article 8.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté une non-conformité. L'un des aménagements en faveur de la Minuartie (partie Nord du talus Est de la carrière) n'a pas été réalisé à l'échéance prévue (2015).

L'inspection a également donné lieu aux remarques suivantes :

- l'exploitant doit mettre à jour le plan d'exploitation afin d'être assuré que le phasage d'exploitation est respecté ;
- les dates des différents relevés doivent être précisés sur le plan.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures ERC et échéances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, article 1.11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.11.1.Mise en œuvre Prescriptions reprises en annexe
<p>Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que :</p> <p><u>MR1 (Minuartie)</u> Au nord du bâtiment (bureau/logement), il a été reconstitué un habitat de substitution pour la Minuartie (MR1).</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div> <p>Cependant, une deuxième zone aurait dû être réaménagée pour moitié (Partie A) avant fin 2015. Celle-ci n'a pas été réalisée. Cette zone en bordure du plan d'eau sera exploitée (notamment par surdragage) en phase 5. L'exploitant doit mettre en état cette zone et la protéger des futurs travaux d'extraction.</p> <p>Le bilan écologique du site de 2018 (rapport de janvier 2019 réalisé par C.BILLARD et R. TREIBER) précise que bien que le milieu soit favorable et fonctionnel, l'espèce n'a pas été observée depuis 2016 dans le secteur aménagé. Elle est pourtant présente dans les zones graveleuses à proximité. Il est donc préconisé de réensemencer la zone en récoltant manuellement des semences sur un talus à proximité.</p> <p><u>MR2 (Jonc des Alpes)</u> Au pied du talus Est (dans sa partie sud) du plan d'eau, une zone d'accueil pour le jonc des Alpes a été aménagée.</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>

Le bilan écologique de 2018, précise que l'espèce s'est considérablement développée dans la zone et que plusieurs dizaines de pieds ont été dénombrés.

MR3 (Lézards)

Sur le talus Est du plan d'eau (partie centrale), une pelouse sèche et des tas de graviers et de bois mort ont été aménagés.



Sur le talus en partie nord du site les aménagements favorables aux lézards (pelouse sèche) ont été réalisés.



MR4 (haie fructifiée arbustive d'essences locales)

Sur le talus ouest du site (au nord des bâtiments (bureau/appartement), une haie a été plantée. L'exploitant précise que des robiniers faux-acacias ont été supprimés en octobre 2017 et 2018 sur le talus et remplacés par une fructifiée arbustive dont le développement est qualifié de correct selon le bilan écologique de 2018.



Observations : Dans <u>un délai d'un mois</u> , l'exploitant transmettra le bilan écologique de 2021 accompagné d'une synthèse des recommandations de l'organisme de suivi et d'un bilan des actions mises en oeuvre en réponse. Il est rappelé que l'article 1.11.1 de l'arrêté du 04 septembre 2015 précise que " <i>en cas d'insuffisance des mesures mises en oeuvre, [...], des mesures correctives doivent être apportées par le pétitionnaire afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées</i> ".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le : - dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé, - les éventuels futurs dossiers de demande de modification des conditions d'exploiter déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Par ailleurs, nonobstant les dispositions particulières imposées au chapitre 1-11 « Mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires » du présent arrêté d'autorisation d'exploiter, et toutes autres dispositions complémentaires ultérieures résultant des arrêtés et décisions relatifs à la demande de dérogation du 7 octobre 2013 (déposées le 11 octobre 2013) susvisées, les mesures d'évitement, réduction d'impact et mesures compensatoires en faveur de la protection de la biodiversité, prévues au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, doivent être mises en oeuvre selon le calendrier prévu.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation dont le dernier relevé date du 12 avril 2022 (bathymétrie). Selon ce plan, la drague est positionnée dans une zone d'exploitation qui aurait déjà dû être achevée au 31 janvier 2023 (phase 2 : 31 janvier 2018 - 31 janvier 2023). Selon le phasage prévu l'exploitant devrait être en phase 3. L'exploitant précise que depuis le relevé du plan (fond de plan datant de 2021), la drague a été déplacée. Elle se trouve aujourd'hui dans la bonne zone d'exploitation. Il n'a pas été possible de confirmer cela visuellement sur site. L'exploitant justifiera du respect du phasage d'exploitation par la mise à jour de son plan d'exploitation qui devra positionner la drague au jour du relevé, <u>dans un délai de 1 mois</u> .
Observations : Par courriel du 22 février 2023, l'exploitant a informé l'inspection qu'un rendez vous a été planifié avec le géomètre expert pour la mise à jour du plan d'exploitation le 06 mars 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 8.5.2. MISE A JOUR Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 8.5.1, avant le 31 juillet de chaque année, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux (2) ans.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan daté du 12/04/2022. L'exploitant précise que la date correspond au dernier relevé bathymétrique. Le plan doit faire apparaître a minima les différentes dates suivantes : * fond de plan, * relevés topographique et bathymétrique. Le plan doit être complété et transmis à l'Inspection dans <u>un délai de 1 mois</u> .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe

Article 1.11.1. Mise en œuvre

L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après :

propositions	mesures	localisation	échancier
MR1 reconstituer un habitat de substitution similaire pour la Minuartie (talus à sec) : - à l'Est (<i>partie Nord du talus Est</i>), - et à l'Ouest (<i>au nord du bâtiment bureau/logement</i>)	Reconstituer 1ere zone d'accueil : 1 ou 2 terrasses graveleuses	Restructuration de la partie inférieure de talus à sec en limite à l'Ouest (<i>au Nord du bâtiment bureau/logement</i>) dans un secteur qui ne sera plus touché par l'exploitation	Avant fin 2015
	(*) Déplacement progressif (<i>transfert</i>) des stations de semences (<i>zones riches en semences</i>) notamment des terrains de la phase d'exploitation 2 (à la pelle mécanique)	Sur la partie inférieure du talus Ouest restructuré	d'août 2015 à Février 2016
	Reconstituer 2eme zone d'accueil : 1 ou 2 terrasses graveleuses	Restructuration progressive de la partie inférieure du talus à sec en limite à l'Est (<i>partie Nord du talus Est</i>)	- pour partie « A » avant fin 2015 - pour partie « B » avant fin 2024
	(*) Déplacement progressif (<i>transfert</i>) des stations de semences (<i>zones riches en semences</i>) (à la pelle mécanique)	Sur la partie inférieure du talus à sec restructuré en limite Est	A chaque phase quinquennale et avant le début des phases 4, 5 et 6 impliquant destruction de zone graveleuse, (d'Août à Février)
	(**) Gestion conservatoire appropriée de la zone d'accueil et entretien des aménagements par fauche annuelle tardive avec : - exportation des produits de fauche, - gestion sélective des ligneux, pour conserver un habitat maigre et dépourvu d'arbustes.		Annuel en Septembre
	Accompagnement technique d'au moins 1 journée, par un écologue spécialisé, au moment de : - la préparation des zones d'accueil, - les opérations de transfert de zones riches en semences. Suivi par un écologue spécialisé (<i>contrôle qualitatif et quantitatif des stations transplantées</i>) : - durant 3 ans suivant réalisation de la 1ere transplantation (à raison de 2 passages annuels) - puis suivi 1 fois tous les 3 ans.		Avant fin 2015 Avant fin 2024 2016, 2017, 2018 puis tous les 3 ans
MR2 - aménager un habitat pour le Jonc des Alpes - transplantation d'espèce	Aménager une zone d'habitat (<i>banquette/terrasse plane à l'interface au niveau de l'eau</i>) d'au moins 2 m de large	en pieds de talus Est en berge du plan d'eau	Avant fin 2015 puis aménagement progressif dans le cadre de l'exploitation à

			sec des terrains en phases 2 et 3
	Transplantation manuelle par touffes	sur la nouvelle zone d'habitant	1ere opération ; avant fin 2015 (de mi mi-Octobre à mi-Novembre), puis ponctuellement (phases 2 et 3) pour développer la roselière en berge Est
	Entretien de cette banquette/terrasse pour éviter la colonisation d'espèces invasives et Gestion sélective des ligneux susceptibles de pousser en bordure d'eau (Saules) et d'autres espèces herbacées susceptibles de créer de l'ombre.		annuel
	Accompagnement technique d'au moins 1 journée, par un écologue spécialisé au moment de : - la préparation des zones d'accueil, - les opérations de transplantation.		Avant fin 2015
	Suivi par un écologue spécialisé (<i>contrôle qualitatif et quantitatif des stations transplantées</i>) : - durant 3 ans suivant réalisation de la 1ere transplantation (à raison de 2 passages annuels) - puis suivi 1 fois tous les 3 ans.		2016, 2017, 2018 puis tous les 3 ans
MR3 aménager un complexe de talus et pelouses sèches calcaires favorable aux lézards au Nord et Nord-Est de la zone en Renouveau	Aménager un complexe de talus et pelouses sèches calcaires sur des talus d'exposition Sud et Nord-Est : - talus à profiler pour les rendre moins homogène - sommets de talus à ensemercer (foin, semences récoltées sur place) pour le développement de pelouse sèche, - tas de gravier et bois mort à disposer sur talus et sommet de talus	1ere zone : Décroché ouvert vers le Sud/Sud-Ouest du talus Est (centre de la limite Est)	Avant fin 2015
		2eme zone : Partie Ouest du talus Nord	Avant fin 2024 (avant toute intervention sur des habitats déjà identifiés)
	(...)		(...)
	(...)		(...)
MR4 : mise en place d'une haie fruticée arbustive d'essences locales	Planter une haie fruticée arbustive d'essences locales (<i>aubépine, églantier, prunellier, etc...</i>) sur une bande de 30 m de long et 3 m de large (<i>5 plants/1,5m linéaire de haie : total environ 100 plants</i>)	partie Ouest du site, en lisière forestière, dans un secteur où l'exploitation est définitivement arrêtée	Avant fin 2019
(...)	(...)		(...)